

## Le mois de janvier au Maroc

**Démarche du Maroc et de l'Espagne auprès de Bruxelles pour le financement du tunnel sous Gibraltar**

L'Espagne et le Maroc feront une démarche conjointe auprès de l'Union européenne pour solliciter le financement de la construction de la liaison fixe entre les deux pays à travers le Détroit de Gibraltar, a-t-on annoncé jeudi, de source officielle à Madrid.

De retour en Espagne à l'issue du voyage officiel du Roi Juan Carlos, où elle a assisté à la présentation de ce projet, Mme Magdalena Alvarez, ministre espagnole du développement, a annoncé également l'inscription du projet dans le Plan stratégique des infrastructures prévues par le gouvernement espagnol pour les années 2005-2020.

Dans un communiqué, le ministère espagnol a indiqué, d'autre part que Mme Alvarez se rendra, en compagnie de son homologue marocain, Karim Ghellab, ministre de l'équipement et des transports, au mois de mai, dans la zone prévue pour l'entrée de ce tunnel.

Par ailleurs, les deux pays ont décidé d'organiser prochainement en Espagne une réunion d'information sur le programme marocain d'infrastructures 2002-2007 et les opportunités qu'il recèle pour les investisseurs espagnols.

**Le Maroc est mobilisé contre les mafias de l'immigration clandestine**

Le ministre de l'Aménagement du territoire, de l'eau et de l'environnement et Premier secrétaire de l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP), Mohamed El Yazghi a déclaré, à Séville, que le Maroc reste mobilisé pour la lutte contre les mafias de l'immigration clandestine qui opèrent des deux rives de la Méditerranée.

"Le Maroc lutte contre le fléau de l'immigration clandestine sur deux fronts: la répression des mafias qui s'adonnent au trafic des êtres humains et la lutte contre la pauvreté", a affirmé M. El Yazghi, lors d'une conférence de presse, au terme de la signature d'un accord de coopération avec le Secrétaire général du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol en Andalousie (PSOE-A), M. Manuel Chaves.

Après avoir indiqué que le Maroc est un passage de choix pour "des milliers d'immigrants clandestins qui veulent regagner l'Eldorado européen", M. El Yazghi a regretté que les victimes de

l'immigration clandestine soient des jeunes gens encouragés par des mafias opérant des deux côtés de la Méditerranée.

"Le Maroc est mobilisé dans cette lutte pour sauver des vies humaines", a ajouté le Premier secrétaire de l'USFP, cité par l'agence "Europa press". Il a, à cet égard, mis en relief le renforcement de la coopération entre le Maroc et l'Espagne dans la lutte contre ce fléau.

Les déclarations de M. El Yazghi interviennent à la suite la tenue à Rabat d'une réunion maroco-espagnole de haut niveau au cours de laquelle il a été convenu de renforcer davantage les instruments de coordination et d'échanges de renseignements déjà mis en place, à travers l'extension du champ d'action des patrouilles maritimes mixtes, l'accélération de leur cadence et la désignation programmée d'autres officiers de liaison.

La délégation marocaine était présidée par M. Mohammed Yassine Mansouri, Wali, Directeur général des Affaires intérieures au ministère de l'Intérieur, tandis que la délégation espagnole était composée de M. Antonio Camacho Vizcaino, secrétaire d'Etat à la sécurité et Mme Consuelo Rumi, secrétaire d'Etat chargée de l'Immigration et l'Emigration, accompagnés de leurs proches collaborateurs.

Les deux parties avaient également décidé, dans le cadre d'une stratégie préventive commune et solidaire, d'initier un programme de coopération et d'appui technique, pour sécuriser les points d'infiltration des candidats à l'émigration irrégulière.

**Des ONG dans les provinces sahariennes s'élèvent contre les pratiques inhumaines du "Polisario"**

L'Association des victimes des violations des droits de l'Homme au "Polisario" (ASVIPO) à Laâyoune et l'Association "Al Amal" pour la légalité et l'intégrité territoriale, basée à Boujdour, ont dénoncé vigoureusement les mauvais traitements infligés à feu Mohamed Lahmadi, membre des Forces auxiliaires, décédé après son rapatriement vers le Maroc des camps de Tindouf en Algérie par le CICR.

Dans un communiqué, parvenu mardi à la MAP, l'ASVIPO a indiqué que le défunt, libéré après 27 ans de séquestration dans les geôles du "Polisario", "est décédé suite aux mauvais traitements et à la torture sous toutes ses formes qu'il a endurés durant ces années de séquestra-

tion".

"Nous, qui avons vécu ces tortures et cette détention, savons ce que feu Lahmadi a pu endurer", a affirmé l'Association, qui a réitéré son "exigence de rapatrier des sépultures des martyrs marocains et la libération des détenus dans les camps de Tindouf".

De son côté, l'Association Al Amal a "condamné les pires tortures et les travaux forcés auxquels sont soumis les détenus marocains dans ces camps", précisant que ces pratiques sont contraires aux conventions et traités internationaux.

Elle a également exhorté, dans un communiqué, publié mardi, le Secrétaire général de l'ONU d'"user de pressions en vue de la libération des autres détenus, dont l'incarcération a duré longtemps", invitant l'ensemble des Organisations humanitaires internationales et les ONG de défense des droits et de la dignité humains à "s'informer de la situation des détenus et des séquestrés de Tindouf et à intervenir pour leur libération immédiate".

**Amnesty International salue "l'ouverture et le sérieux" du traitement des questions des droits de l'Homme au Maroc**

Amnesty International a salué "l'ouverture et le sérieux de plus en plus grands" avec lesquels les questions relatives aux droits humains sont actuellement traitées au Maroc ainsi que les "signes encourageants témoignant d'une évolution vers un meilleur respect de la légalité" dans le pays.

Dans un communiqué publié à l'issue d'une visite entreprise par des délégués de l'Organisation du 5 au 21 janvier courant au Royaume, Amnesty International a enregistré "une plus grande ouverture en matière des droits humains notamment dans le cadre des débats publics concernant les répercussions des atteintes commises par le passé".

"Nous sommes impressionnés par l'ouverture et le sérieux de plus en plus grands avec lesquels les questions relatives aux droits humains sont actuellement traitées, à de nombreux niveaux tant par les pouvoirs publics qu'au sein de la société civile", a déclaré Claudio Cordone, directeur général d'Amnesty International, qui était à la tête de la délégation.

M. Cordone a, en outre, formé le voeu de voir ce climat encourager "une approche constructive des problèmes, passés et actuels, relatifs aux droits humains".

Le communiqué ajoute que le ministre de la Justice, M. Mohamed Bouzoubaâ, a assuré Amnesty International que les enquêtes avaient été récemment ouvertes sur plusieurs cas de torture présumés qu'elle avait signalés. Il a également fait part aux délégués de l'Organisation des dernières initiatives en date prises par le gouvernement pour lutter contre la torture et en particulier d'un nouveau projet de loi reflétant les normes internationales.

D'autre part, l'Organisation a exprimé son soutien à l'action de l'Instance Équité et Réconciliation (IER), qui doit enquêter sur les violations du passé, saluant la tenue des audiences publiques qui constituent un "événement sans précédent au Maroc et dans le monde arabe en général".

"Ce sont là des éléments essentiels de tout processus visant à établir la vérité sur des violations des droits humains", a précisé l'Organisation.

M. Cordone a souligné, à cet égard, que l'IER "constitue une initiative encourageante et audacieuse" pouvant jouer "un rôle crucial en matière de règne de la justice au Maroc et inciter d'autres pays, aux prises avec l'héritage des violations du passé, à mettre en route des processus similaires".

**Marché AlMizan**    Produits orientaux,  
 أسواق الميزان    épicerie, laiterie,  
 1695 De Maisonneuve O.    fruits, légumes,  
 Montréal QC H3H 1J6    viande et poulet  
 Halal

☎ (514) 938-4142  
 📠 (514) 938-1514  
 ✉ marchealmizan@yahoo.ca

